



Retraite : Macron et ses amis nous déclarent la guerre, il faut les vaincre !

16 janvier 2023

Bulletin NPA Inter - Entreprises Pessac-Cestas

contact@npa33.org - www.npa33.org - www.npa2009.org - 07 83 64 43 49

www.facebook.com/NPA-Bordeaux-592513090825388

Le président des riches, le banquier, dévoile sans surprise sa réforme des retraites. Ils veulent nous faire travailler deux ans de plus, jusqu'à 64 ans minimum ! Car 43 années de cotisations pour avoir sa retraite à taux plein, ça va amener loin celles et ceux qui ont commencé à bosser à 24 ou après...

C'est une véritable provocation, en particulier pour nous les ouvriers, les employés, dans les usines, les entrepôts. Sur la plupart de nos postes, on a déjà mal partout après quelques années.

Une réforme pour nous appauvrir encore plus

Le régime des retraites n'est même pas en faillite. Il sera excédentaire de 3 milliards en 2022 et les fameux déficits mis en avant par le gouvernement représentent... 0,45 % du PIB sur les 25 ans à venir. Il ne faut pas les croire lorsqu'ils disent qu'ils veulent « sauver le système de retraites ». Ce qu'ils veulent c'est nous appauvrir, car beaucoup d'entre nous partiront quand même avant 64 ans, épuisés par une vie de travail, avec des pensions minables.

PRÈS DE 160 MILLIARDS D'AIDES PUBLIQUES
PAR AN POUR LES ENTREPRISES !



Cette réforme s'ajoute aux conséquences de leur gestion de la crise. L'inflation, c'est-à-dire l'augmentation des prix, serait de 7 % dès le mois de mars selon l'INSEE. Le prix de l'énergie augmente à nouveau puisque la « ris-tourne gouvernementale » ne s'applique plus.

De tous les côtés la majorité de la population perd du pouvoir d'achat. Ce n'est pas que le gouvernement serait « incapable ». Il mène au contraire une politique consciente. Nous appauvrir, nous faire payer plus cher, cela sert à garantir les profits de ses amis les millionnaires. Et pour eux, ça marche ! Les patrons des 120 plus grosses entreprises françaises cotées à la Bourse ont augmenté de 22 % leur rémunération entre 2019 et 2021.

Tous en grève le 19 janvier, prenons nos luttes en main

La réforme des retraites est le symbole de leur mépris. Après 64 ans, combien d'entre-nous seront encore là et en bonne santé ? Ils nous considèrent comme de vulgaires machines à produire, avec un salaire tout juste suffisant pour continuer à aller au travail. Pas de temps libre pendant la semaine, pas d'argent pour profiter des congés, pas de retraite pour profiter de sa fin de vie.

Alors que les technologies ont fait d'immenses progrès, on nous explique que le progrès serait de nous faire travailler plus longtemps ! C'est inacceptable. Nous ne valons pas moins qu'eux. Il n'y a aucune raison que ceux qui ne produisent rien passent leur vie dans l'opulence et nous à galérer alors que nous faisons tourner la société.

Le 19 Janvier tous les syndicats appellent à une première journée de grève. Il faut que cette mobilisation soit puissante et donne le coup d'envoi d'un mouvement général.

Tout dépend de nous, à la base, personne n'agira à notre place. C'est à nous de participer, de nous organiser, de discuter, de construire la contestation et de remettre en cause ce pouvoir.

Pour les retraites, pour nos salaires, pour nos vies et pas leurs profits, il faut retourner le mépris de Macron et de sa classe contre lui. En 2019, suite à de fortes mobilisations, Macron avait abandonné sa réforme des retraites.

Contre son monde, contre ces millionnaires qui nous méprisent, reprenons le contrôle de nos vies, renvoyons-les dans les cordes une bonne fois pour toute !

**Manifestation jeudi 19 janvier
12 h Place de la République à Bx**

Quand l'énergie flambe !

Avec la nouvelle année, une grande partie des boulangers ont dénoncé l'impact de l'inflation, en prenant des ronds-points et en menaçant de manifester.

Il y a de quoi ! Les matières premières se sont envolées sur un an : 41 % pour la farine, 22 % pour le beurre, 39 % pour le sucre et même 87 % pour les œufs avec l'effet cumulé de la grippe aviaire... La spéculation va bon train dans les multinationales de l'agro-alimentaire !

Mais surtout, beaucoup dénoncent le scandale des renégociations de contrats d'électricité, pour ceux qui ne bénéficient pas du bouclier tarifaire. Les fournisseurs profitent à plein de la loi du marché avec des factures multipliées par 4 ou 5... Un boulanger de l'Oise a même vu sa facture passer de 2 000 € à plus de 12 000 € !

Le gouvernement n'a répondu que par des mesurette et du blabla. Pas question de s'en prendre aux intérêts de TotalEnergies, Eni, Engie, Ekwateur,...

Ras le bol de la spéculation, des pénuries. Il faut en finir avec ce « libre marché » de l'énergie et imposer un service public de l'énergie, contrôlé par les salariés eux-mêmes et fonctionnant à partir du coût de revient réel.

La Poste : la réorganisation générale a commencé

Pour essayer de maintenir des profits dans le courrier, La Poste enclenche une réorganisation violente dans cette branche. Trois attaques principales contre les postiers et les usagers :

1. Sur les salaires : en ne suivant pas l'inflation, avec environ 4,5 % d'augmentation sur 3 ans, les postiers ont vu leurs revenus baisser de près de 15 % sur la même période.

2. L'arrêt du « timbre rouge » qui permettait d'espérer une distribution le lendemain. Cela signifie une réorganisation générale de la chaîne logistique, avec donc des Plateformes Industrielles Courrier (PIC) comme celle de Cestas directement touchée.

3. Une compression des tournées des facteurs avec l'expérimentation sur 68 sites de l'alternance des tournées. Pour simplifier, un facteur fera trois jours par semaine une tournée A, et les trois autres jours une tournée B. Résultat, les usagers ne le verront au maximum qu'une fois tous les deux jours et les syndicats estiment à 20 000 le nombre de postes de facteurs en danger !

Comme toutes les entreprises capitalistes, le groupe La Poste, qui a fait 2,1 milliards de profits, a besoin d'écraser toujours plus ses salariés pour toujours retirer des bénéfices. C'est cette logique infernale qui plonge des millions de travailleurs dans la misère. Il est grand temps de se mobiliser pour les arrêter, et dégager ces patrons.

Sanction et respect

Depuis quelques semaines, les salariés de la PIC ont pu noter un réchauffement des relations avec les chefs. L'équipe de direction nous aime tellement qu'ils ne peuvent pas se passer de nous.

Pas une semaine sans que quelqu'un soit convoqué dans

leurs bureaux. En guise de carte d'abonnement, des sanctions diverses et variées. La direction pense sans doute intimider les collègues qui contestent les abus. Elle ferait mieux de rappeler à l'ordre les quelques petits chefs qui se croient tout permis et aboient leurs ordres sur les collègues et intérimaires.

Grève de la réanimation pédiatrique au CHU

Le personnel de la réanimation pédiatrique est massivement en grève (à plus de 80 %) depuis le 26 décembre, soit plus de 3 semaines.

Le 10 janvier, une trentaine de grévistes ont manifesté à l'entrée de l'hôpital Pellegrin pour rendre davantage visible leur lutte malgré les assignations systématiques.

Elles et ils ont décrit le manque de personnel et de lits, de temps face à l'angoisse des enfants et de leur parents, le sentiment permanent de gâchis et la dégradation des prises en charge, de l'insécurité. C'est la course permanente pour trouver des lits disponibles pour accueillir les enfants qui attendent une place en réa.

Les grévistes demandent des postes d'infirmiers et aides-soignants, le respect de l'effectif légal, du matériel et posent aussi la question des salaires.

Depuis, elles ont à nouveau manifesté avec des collègues des Urgences et du Samu à l'occasion des « vœux » du Directeur général. La Direction n'a daigné les recevoir qu'après plus de 15 jours de grève ! Elle préfère, d'après le calcul des grévistes, dépenser plus de 30 000 € en frais d'huissiers pour porter les lettres d'assignation au domicile que de céder aux revendications ! A ce jour, les propositions qu'a finir par faire la direction ne font pas le compte. La grève continue !

Vidéo sur la grève : <https://fb.watch/hZmGG7w8sm/>

Meeting NPA

**Face à la faillite du capitalisme
s'organiser pour nos luttes
et la révolution !**



BORDEAUX
salle du
Point du jour

44 Rue Joseph Brunet - Tram B arrêt Claveau
Contact : contact@nparf.org 07 52 54 61 50 - www.nparf.org

vendredi 27
janvier
19h30